

Traduction de la Voix des Masses Populaires (n°63), organe  
du Mouvement Socialiste Panéthiopien /ME'ISONE/.

---

Libertés démocratiques pour les masses,  
sans restrictions et dans l'immédiat !

Nous avons pris l'engagement dans le numéro précédent de la Voix des Masses Populaires de revenir sur les arguments avancés par les organisations et individus hostiles à la proclamation des libertés démocratiques sans restriction pour le peuple. La question des libertés démocratiques a toujours été, même du temps de l'absolutisme obscurantiste de Haile Sellassié, une revendication primordiale et impérieuse. Elle l'est davantage aujourd'hui à une époque où la révolution démocratique est engagée, à une époque où les peuples d'Ethiopie mènent une lutte acharnée pour le succès de la révolution. C'est précisément pour cette raison que, lors du soulèvement révolutionnaire de Février 1974, toutes les forces du mouvement /étudiants, intellectuels, ouvriers, paysans, soldats,.../ revendiquaient unanimement le respect des droits démocratiques.

Nous invitons donc les acteurs de l'actualité politique et autres "progressistes" à relire, au cas où leur mémoire leur ferait défaut, les tracts et communiqués de l'époque, y compris ceux qui furent publiés par les soldats.

Quoiqu'il en soit, depuis la prise du pouvoir par le Comité Militaire Provisoire en Septembre 1974, cette question a été l'objet d'un large débat et de plusieurs textes. Chaque organisation politique indépendante a affirmé ses positions. Il en est de même pour les organisations de masses. A l'époque où le journal officiel "Addis - Zemen" offrait un minimum de libertés démocratiques par l'intermédiaire du "Forum révolutionnaire", plusieurs personnes ont présenté leur analyse sur la question.

On se souvient du débat qui fut mené, entre autres sujets, sur la question de savoir "pourquoi et pour qui devait-on accorder les libertés démocratiques, sans et avec restrictions". De plus, dans le Programme de Révolution Nationale Démocratique rendu officiel en Avril 1976, il était affirmé noir sur blanc que la proclamation immédiate des libertés démocratiques était une nécessité impérieuse et primordiale pour le développement et le succès de la révolution. Par la suite, dans son discours prononcé au lendemain de l'écrasement des éléments droitiers au sein du DEURG le 3 Février 1977, le Lieutenant Colonel Menguistou Haile Mariam, Président du Comité Militaire Provisoire (DEURG) a longuement souligné la nécessité de proclamer les libertés démocratiques. Encore plus significatif, cela fait maintenant plus d'un an et demi que la proclamation sur les libertés démocratiques fût rédigée et présentée au DEURG par le "Secrétariat Provisoire pour l'organisation des masses" (POMOA) de l'époque. Enfin dans la déclaration commune des 5 organisations progressistes publiée en Mars 1977, figure le texte suivant : "... Pour mieux combattre les forces réactionnaires qui aujourd'hui oeuvrent à la contre-révolution et afin que les organisations qui sont contraintes de travailler dans la clandestinité puissent mener leurs activités au grand jour et, en particulier, mettre sur pied des partis démocratiques et des mouvements de masses/composantes du front populaire révolutionnaire, les libertés démocratiques doivent être reconnues dans l'immédiat et sans restriction aucune pour les masses populaires". Seuls ME'ISONE et l'organisation "Lutte Révolutionnaire des Peuples d'Ethiopie" restent fidèles à cette position tandis que "La Flamme Révolutionnaire", la "Ligue Proletarienne" et l'"Organisation Marxiste-Léniniste Révolutionnaire" changent tout bonnement de position, trahissant ainsi la revendication "primordiale et impérieuse" qui figurait dans leur propre programme.

Nous n'avons tracé ici que les étapes importantes relatives à la question. Si nous voulions présenter tout ce qui a été dit et écrit sur les droits démocratiques il nous faudrait rédiger un gros volume. Nous laissons donc aux historiens de

décrire comme il se doit les séminaires, réunions de groupes d'étude et manifestations émouvantes de "la belle époque" où l'on revendiquait le poing levé : "Proclamation immédiate des libertés démocratiques pour les masses sans restriction !"

Poursuivons. Où en est aujourd'hui cette revendication primordiale et impérieuse ? Quelles sont les 2 lignes sur cette questions ? Quelle est l'unique voie qui fera avancer la révolution pour l'amener à la victoire ?

Positions de la première ligne :

Les tenants de la première ligne refusent de soulever la question des libertés démocratiques. Au cas où le problème est posé, ils essayent par tous les moyens de semer la confusion. Leurs arguments se résument, pour l'essentiel, en quatre points. Nous allons les énumérer :

Selon eux, premièrement, "les libertés démocratiques ne sont pas pleinement accordées mais il existe aujourd'hui quelques libertés démocratiques. Parmi elles figurent, par exemple, les comités de paysans, les organisations ouvrières, les comités de quartier, etc... Exiger d'autres libertés alors que nous ne pouvons même pas mettre pleinement à profit celles qui existent déjà, c'est devenir l'instrument de la réaction."

Deuxièmement : "Il est impossible de dissocier la question des libertés démocratiques de celle du pouvoir politique. Revendiquer les libertés démocratiques pour les masses, sans restrictions et dans l'immédiat, revient à poser la question de la prise du pouvoir." Selon leur dire "ceci n'est rien d'autre qu'un retour au mot d'ordre de "gouvernement populaire provisoire", revendication des anarchistes du P.R.P.E. et des réactionnaires."

Troisièmement : "Ceci favorise une polémique inutile parmi les progressistes et fait par conséquent le jeu de la réaction."

Quatrièmement : "Pour qu'il y ait révolution, il faut

préservé la patrie. Aussi à l'étape actuelle, soulever la question des libertés démocratiques, c'est faire du gauchisme."

Tels sont les arguments des tenants de la première ligne qui s'opposent à la reconnaissance immédiate des libertés démocratiques pour les masses sans restriction. "Par conséquent", disent-ils en guise de conclusion, "le mot d'ordre révolutionnaire du moment n'est pas "Proclamation immédiate des libertés démocratiques sans restriction pour les masses !" mais "Libertés démocratiques sans restriction pour les masses par la lutte !".

Il est clair qu'il s'agit là d'une mascarade politique. Encore une fois, il s'agit là d'un sujet de comédie que les auteurs progressistes et démocrates ne manqueront pas d'exploiter dans l'avenir. Examinons la question de plus près.

Nous avons signalé plus haut que le gouvernement militaire avait clairement affirmé que les libertés démocratiques pour les masses seraient proclamées sans restriction et dans l'immédiat. Ceci dans le Programme de Révolution Nationale Démocratique où il s'engageait publiquement à remettre le pouvoir au peuple. N'est-il pas extrêmement déroutant de voir aujourd'hui même les membres du DEURG lancer le "nouveau" mot d'ordre "Libertés démocratiques sans restriction pour les masses par la lutte!" ? Le pouvoir politique est aux mains du gouvernement militaire. Or ce gouvernement a pris l'engagement de proclamer immédiatement les libertés démocratiques sans restriction pour les masses. Les peuples d'Ethiopie luttant aujourd'hui pour que le gouvernement respecte l'engagement qu'il a pris par écrit et en public. Comment comprendre donc la tentative des membres du DEURG d'aligner les masses sous le mot d'ordre "Libertés démocratiques sans restriction pour les masses par la lutte !" (le "sans restriction" est souvent oublié !) ? Par la lutte contre qui ? Les peuples, eux, luttent pour faire respecter l'engagement pris par le gouvernement militaire. Le gouvernement militaire, quant à lui, contre qui lutte-t-il ? Contre lui-même ? N'a-t-il pas le pouvoir en main ?

Revenons au sujet principal et examinons de plus près les arguments avancés par les tenants de la première ligne.

Ils disent que "les droits démocratiques ne sont pas pleinement reconnus". Nous le disons aussi. Ils affirment qu' "il existe aujourd'hui certaines libertés démocratiques". Nous aussi nous l'affirmons. Mais la question est de savoir pourquoi les peuples d'Ethiopie sont incapables de profiter pleinement des libertés qui existent déjà. C'est précisément parce que les libertés démocratiques ne sont pas pleinement reconnues. Les tentacules de la bureaucratie empêchent la mise en application effectives des différents décrets révolutionnaires, aussi nombreux soient-ils. Malgré les efforts déployés par les larges masses pour mettre pleinement à profit les libertés qui existent déjà, les éléments réactionnaires du DEURG et la bureaucratie héritée de l'ancien régime constituent un obstacle réel. Lorsque les peuples d'Ethiopie font un pas en avant dans le sens d'élargir l'éventail des libertés démocratiques, les éléments réactionnaires du DEURG et la bureaucratie les repoussent en arrière.

Qui est donc l'instrument de la réaction en restreignant les libertés démocratiques ? Eux ou les larges masses ? Eux ou les progressistes authentiques ?

Que signifierait, en fait, la proclamation des libertés démocratiques ? Reconnaître les droits démocratiques sans restriction pour les masses implique la destruction de la bureaucratie héritée du système féodo-bourgeois et des structures d'oppression. Cela signifie aussi accorder aux larges masses la liberté de parole, d'expression, de réunion et d'organisation ; reconnaître les actions indépendantes des masses comme des actions populaires et révolutionnaires au lieu de les calomnier ; corriger les erreurs et les excès éventuels par la voie révolutionnaire et non par une démonstration de force ; dire la vérité aux masses sans crainte ; avoir confiance dans le peuple et lui distribuer des armes ; enfin et surtout, reconnaître le droit à l'autodétermination des nationalités opprimées.

soutenir leur lutte et leur accorder toutes les libertés démocratiques nécessaires. En un mot, cela signifie avoir pleinement confiance dans les aspirations démocratiques et révolutionnaires des masses ainsi qu'à leurs initiatives créatrices.

Quelles sont les forces qui craignent ces mesures révolutionnaires ? Ce sont les réactionnaires et non les peuples opprimés d'Ethiopie. Par conséquent, "les instruments de la réaction" sont ceux qui imposent aux masses une démocratie restreinte. Si les larges masses disposent d'une démocratie totale, ils écraseront leurs trois ennemis jurés. Comme disait Lénine: "Celui-ci /le prolétariat/ n'a rien à perdre que ses chaînes, il a un monde à gagner avec la démocratie" (Oeuvres Choisies T1 - p.479 - Deux tactiques de la social-démocratie - Edition de Moscou). Passons au deuxième argument.

De cet argument, nous retenons la "naïveté politique" de ses auteurs. Nous parlons de "naïveté politique" pour la simple raison qu'il n'existe aucune question qui ne soit liée à celle du pouvoir politique. Même une petite revendication économique dans une entreprise de production a un contenu politique et est, par conséquent, liée à la question du pouvoir. Que dire d'une question aussi primordiale et impérieuse que celle des libertés démocratiques ? Précisons deux points supplémentaires :

Premièrement, ne serait-ce que pour caractériser le pouvoir actuel pour, au-delà, poser le problème du pouvoir politique, les libertés démocratiques sont impérieuses. Alors que sous la pression de la bureaucratie réactionnaire, des organes d'oppression et de repression, il est difficile de s'exprimer.

Deuxièmement, au cas où certains auraient oublié les débats qui furent menés à propos du "gouvernement révolutionnaire provisoire", reprenons le tome de Lénine cité plus haut à la page 472 : "On appelle ainsi /gouvernement révolutionnaire provisoire/ le gouvernement d'une époque révolutionnaire, celui qui succède immédiatement au gouvernement renversé et s'appuie sur l'insurrection populaire, et non sur des institutions

représentatives émanant du peuple. Le gouvernement révolutionnaire provisoire est l'organe de la lutte pour la victoire immédiate de la révolution, pour la répression immédiate des tentatives contre-révolutionnaires...". Regardez-vous donc !

Passons au troisième argument : celui qui consiste à dire que "ceci /la reconnaissance des libertés démocratiques/ favorise une polémique inutile parmi les progressistes et fait par conséquent le jeu de la réaction". Cet argument tient son origine d'une méfiance vis-à-vis des masses qui réduit à néant l'importance de la lutte idéologique. Mener un débat libre et démocratique sur les diverses positions politiques favorise-t-il ou affaiblit-il la prise de conscience et l'organisation des masses ? Les révolutionnaires pensent qu'il les favorisent. La lutte idéologique menée dans des conditions démocratiques permettent-elles aux larges masses de dénoncer et combattre la réaction ou au contraire perpétuent-elles la situation que nous connaissons aujourd'hui, à savoir, complot contre-révolutionnaire généralisé ? Les révolutionnaires pensent que de telles discussions permettront aux masses de dénoncer et combattre la réaction, etc, etc...

Examinons, enfin, le dernier argument : celui qui consiste en ceci : "Pour qu'il y ait révolution, il faut préserver la patrie. Aussi, à l'étape actuelle, soulever la question des libertés démocratiques, c'est faire du gauchisme". S'il existe une période de l'histoire ou des "marxistes", comme vous, ont renversé le marxisme, c'est bien celle de la première guerre mondiale. A l'époque les Kautsky en Allemagne et Plékhanov en Russie, avaient considérablement répandu le chauvinisme parmi les ouvriers et les masses populaires de leurs pays respectifs. Pour dire la vérité, en matière de la connaissance de la théorie marxiste, la plupart des progressistes en Ethiopie sont des débutants comparés à Kautsky et Plékhanov. Cependant, en affirmant au nom du marxisme que, "pour qu'il y ait révolution il faut préserver la patrie", ils appellent objectivement à la conciliation entre classes antagonistes.

En fait, si nous soulevons la question de la guerre en Ethiopie, nous constatons que l'état de guerre s'est accentué précisément parce que l'absence d'une démocratie réelle a entravé le développement du mouvement révolutionnaire. En d'autres termes, si l'état de guerre s'est accentué, c'est parce que les libertés démocratiques ne sont pas reconnues, respectées et mises en application, c'est parce qu'on a voulu "sauvegarder" l'unité de l'Ethiopie par la force et le chauvinisme au détriment d'une unité réelle reposant sur la fraternité et le consentement mutuel.

Un dernier mot pour conclure : on assiste aujourd'hui à l'accroissement de la répression exercée sur les ouvriers, les paysans, les soldats, les intellectuels, les jeunes, les forces démocratiques et patriotiques, les militants des organisations politiques ainsi que les mouvements démocratiques des nationalités opprimées ; tous ceux qui luttent résolument pour le respect des libertés démocratiques.

LIBERATION DES PROGRESSISTES EMPRISONNES !  
 HALTE A LA REPRESSION CONTRE ME'ISONE !  
 PROCLAMATION IMMEDIATE DES LIBERTES DEMOCRATIQUES  
 SANS RESTRICTIONS POUR LES MASSES !  
 A BAS LE CHAUVINISME, VIVE L'EGALITE DES NATIONALITES !  
 POUR UNE UNITE DES PROGRESSISTES AUTHENTIQUES !  
 A BAS LA BUREAUCRATIE FEODO-BOURGEOISE !  
 LA VIOLENCE REVOLUTIONNAIRE DES MASSES CONSCIENTES,  
 ORGANISEES ET ARMEES VAINCRA !